



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 17 au 23 avril 2020

Le 24 avril 2020

Résumé

Asie du Sud : Le volume des transferts de migrants en direction de l'Asie du Sud a atteint 139 Mds € en 2019. Perspectives négatives pour 2020 : la Banque mondiale anticipe une chute de 22 % cette année pour les envois de fonds vers l'Asie du Sud, à 109 Mds \$.

Afghanistan : La croissance devrait avoir légèrement repris en 2019, pour atteindre 2,9%.

Bangladesh : La Banque mondiale anticipe une baisse de 20% des transferts des migrants en 2020. Transport aérien – BIMAN AIRLINES demande un prêt de 15 Mds TK à l'Etat. Filière du textile – habillement- vers une réouverture programmée des usines de confection.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Barclays India ramène à zéro ses projections de croissance de l'Inde pour l'exercice 2020-21. Le gouvernement indien modifie la réglementation relative aux investissements directs étrangers.

Finances publiques : La cible de collecte des recettes fiscales directes ne serait pas atteinte pour l'exercice 2019-2020 (1^{er} avril 2019 – 31 mars 2020).

Autres informations : La mousson devrait se situer dans les normales saisonnières. Facebook prend participation à hauteur de 9,9 % (investissement pour un montant de 5,7 Mds USD) dans l'entreprise de télécommunication Reliance Jio.

Maldives : COVID-19 : Expansion de la pandémie ; confinement imposé sur la capitale Malé. Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI et octroi d'une Facilité de crédit. Obtention d'un prêt de 20 M USD du Fonds OPEP.

Pakistan : La Banque centrale a décidé de baisser son taux directeur. Le FMI a accordé un prêt de 1,4 Md USD dans le cadre de l'instrument de financement d'urgence (RFI). Le gouvernement espère se voir octroyer environ 1,5 Md USD d'allègement sous forme de rééchelonnement du remboursement des prêts aux créanciers bilatéraux des pays membres du G20. Selon le FMI, la dette publique du Pakistan pourrait atteindre 90 % du PIB (230,4 Mds USD) à la fin de l'exercice en cours. La roupie pakistanaise s'apprécie nettement face au dollar. Les investissements directs étrangers (IDE) au Pakistan ont bondi au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020). Le gouvernement a approuvé le plan de relance du secteur de la construction. Le gouvernement a annoncé que plus de 55 Mds PKR (343 M USD) ont été distribués à 4,6 millions de foyers. L'industrie pharmaceutique du Pakistan a perdu 50 % de ses revenus au cours des deux derniers mois. L'industrie des télécommunications a subi une perte d'environ 12 % de ses recettes. Le Royaume-Uni a annoncé un prêt de 4,6 M USD au Pakistan. La



Banque asiatique de développement (BAsD) a signé un accord de financement de 8,3 M USD. La Banque mondiale a décidé d'augmenter de 250 M USD le prêt destiné au programme SHIFT. Le gouvernement a décidé d'autoriser l'exportation de masques textiles et de solutions hydro-alcooliques.

Sri Lanka : Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale. Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI. Elargissement de la liste des produits dont l'importation est suspendue. Elections parlementaires reportées au 20 juin. COVID-19 : Don de 1,2 M USD du Japon.

ASIE DU SUD

- **Le volume des transferts de migrants en direction de l'Asie du Sud a atteint 139 Mds € en 2019**, en hausse de 6% sur un an selon un rapport de la Banque mondiale publié cette semaine. Une situation qui doit notamment beaucoup à **l'Inde**, 60% des entrées de fonds de migrants dans la zone, qui enregistre un essor de 6% à 83 Mds \$ (premier récipiendaire au monde). De plus, cette performance tient aussi à la hausse des fonds envoyés en direction du **Bangladesh** (+18% à 18,4 Mds \$, qui représentent dorénavant 5,8% du PIB) ; on notera également la bonne tendance pour le **Pakistan** (+6% à 22,5 Mds \$, 8% du PIB). A contrario, les fonds de migrants collectés par le Népal, qui correspondent à près de 30% du PIB du pays, enregistrent une tendance baissière (-2%, à 8 Mds \$). Situation identique pour **Sri Lanka** avec un repli de 4% des entrées brutes de fonds de migrants, à 6,7 Mds \$ (8% du PIB). **L'Afghanistan, le Bhoutan et les Maldives**, par ordre décroissant, cumulent des volumes plus limités, avec 919 M\$ sur la période, dont 868 M\$ pour l'Afghanistan (5% du PIB).
- **Perspectives négatives pour 2020 : la Banque mondiale anticipe une chute de 22% cette année pour les envois de fonds vers l'Asie du Sud, à 109 Mds USD.** Ce recul s'explique par le ralentissement de l'économie mondiale dû à la pandémie de Covid-19 et le reflux des prix du pétrole. Le coup de frein économique devrait directement affecter les transferts en provenance des États-Unis, du Royaume-Uni et des pays de l'Union européenne. En outre, la chute des cours du pétrole pénalisera essentiellement les envois de fonds depuis les pays du Golfe.

AFGHANISTAN

- **La croissance devrait avoir légèrement repris en 2019, pour atteindre 2,9%** (contre 1,8% en 2018), grâce notamment à la bonne performance d'un secteur agricole (+ 7,5%) stimulé par des conditions météorologiques favorables. Cette bonne performance de l'agriculture a cependant été largement compensée par la croissance très modérée des services (1,8%), comme de l'industrie (2%).

Le déficit commercial s'est légèrement réduit en 2019, à 31,4% du PIB (contre 32,7% en 2018). Il est largement financé par les dons reçus de l'étranger, qui contribuent aussi à maintenir excédentaire la balance courante des transactions courantes, à hauteur de 3% du PIB. Autre point positif, les réserves internationales brutes ont augmenté pour s'élever à 8,6 Mds USD à fin 2019, soit 13 mois d'importations.

Au plan des finances publiques, on relève une détérioration en 2019 avec le retour d'un déficit de 1,1% du PIB, reflétant en particulier une réduction des subventions. Les recettes intérieures



totales ont atteint 14,1 % du PIB, grâce à des revenus exceptionnels importants. A cet égard, les transferts de la Banque centrale ont été de 24 Mds Afghanis, soit environ 1,6% du PIB. Les dépenses totales ont augmenté de 9,8 % pour atteindre au total 28,5% du PIB.

L'économie devrait se contracter de 3,8% en 2020, principalement en raison des perturbations économiques liées au COVID-19 et même en supposant une stabilisation rapide au niveau politique. La croissance devrait se redresser ensuite à partir de 2021 et se stabiliser à moyen terme vers les 4%. Cette trajectoire suppose toutefois que soient remplies les conditions suivantes :

- (i) une sortie progressive cette année du confinement lié à la pandémie
- (ii) l'amélioration des conditions politiques et de sécurité ;
- (iii) un maintien substantiel des niveaux de subvention.

La contraction de l'économie afghane en 2020 devrait cependant peser sur les conditions sociales du pays, en particulier avec les nombreux retours des expatriés d'Iran et en raison de la propagation rapide de l'épidémie de COVID-19.

BANGLADESH

- **La Banque mondiale anticipe une baisse de 20% des transferts des migrants en 2020.** La Banque mondiale estime que les transferts des migrants pourraient baisser de 22% sur l'année calendaire 2020 comparée à 2019, soit 16 Mds \$ (contre 18,3 Mds \$ en 2019).

En mars 2020, les transferts officiels vers le Bangladesh ont reculé de 12%, à 1,29 Mds \$, par rapport à mars 2019. Selon la Banque centrale, sur les 7 premiers mois de l'année budgétaire 2019/2020, les transferts des migrants depuis l'étranger ont progressé de 21% pour s'élever à 11 Mds \$. Au total, sur la période de juillet 2019 à janvier 2020, la balance des transactions courantes affichait un déficit en net repli, de -1,52 Mds \$ contre -4,0 Mds \$ un an plus tôt (-60%), et la balance des paiements a retrouvé un excédent de 132 M\$ contre un déficit de 975 M\$. Les transferts des migrants constituent la seconde source de devises du Bangladesh, après les exportations d'articles de confection.

La Banque mondiale pronostique un creusement du déficit de la balance des transactions courantes équivalent à 2,2 points de PIB cette année, ramené à -0,8% en 2021. Les pays du Golfe, qui accueillent 75% des quelques 10 millions de travailleurs bangladais expatriés, ont demandé au Bangladesh le rapatriement de ses travailleurs détachés, dont les contrats de travail ont été rompus, suite aux interruptions de chantier ; 100.000 d'entre eux sont déjà rentrés et le Bangladesh négocie un retour étalé, afin d'organiser le confinement dans les meilleures conditions. Par ailleurs, plusieurs pays (officiellement le Koweït et les Maldives où résideraient jusqu'à 75.000 sans-papiers bangladais) ont demandé aux autorités bangladaises de rapatrier les travailleurs en situation illégale.

- **Transport aérien – BIMAN AIRLINES demande un prêt de 15 Mds TK à l'Etat.** La compagnie nationale Biman a demandé, via la SONALI BANK, un prêt de 162 M€ à la banque centrale en soutien à son fonds de roulement. La pandémie du Covid-19 a durement touché tous les transporteurs aériens et Biman a dû annuler près de 200 vols sur le 1^{er} trimestre 2020, avec



une perte d'exploitation estimée à 2,2 Mds TK (23,4 M€). La compagnie redoute de ne pouvoir verser les salaires de son personnel (3330 CDI sur un effectif global de 4500 personnes) si la situation venait à se prolonger sur plusieurs mois.

Elle devrait notamment perdre la clientèle du pèlerinage annuel à la Mecque, pour lequel elle prévoyait d'assurer le transport de 70.000 personnes ; les restrictions imposées par les pays du Moyen-Orient sur le trafic aérien vont durement toucher la compagnie, qui fin février, avait déjà réduit de moitié ses vols internationaux. Les pays du Golfe ont presque tous suspendu leurs liaisons aériennes avec le Bangladesh : après le Koweït, le Qatar et l'Arabie saoudite, Oman a été le 4^{ème} pays à interrompre ses liaisons depuis le 16 mars dernier.

En 2018/2019, le bénéfice opérationnel s'est élevé à 3 Mds TK (32,4 M€) mais la compagnie, lourdement endettée à hauteur de 90 Mds TK (972 M€), fait face à des échéances annuelles de l'ordre de 12 Mds TK (129 M€). Elle doit décaisser mensuellement 1 Mds TK de remboursement sur les prêts accordés pour l'achat de sa flotte et verse 550 M TK à Padma Oil pour sa consommation de carburant et 200 M TK de redevances à la direction de l'aviation civile CAAB. Fin 2019, Biman a demandé aux autorités d'effacer une dette de 51,4 Mds TK (556 M€) accumulée auprès de la CAAB (10,47 Mds TK, plus 19,93 Mds de pénalités diverses) et de Padma Oil (14,49 Mds TK et 6,58 Mds d'intérêts de retard). Lors de sa transformation en société anonyme en 2007, la compagnie avait déjà bénéficié d'un effacement de créance de l'ordre de 30 Mds TK.

- **Filière du textile –habillement- vers une réouverture programmée des usines de confection.** Le gouvernement a de nouveau prolongé au 5 mai la période de congés, initiée depuis le 26 mars dernier. Néanmoins, les exceptions sont nombreuses dans les activités industrielles, financières et agricoles, pour relancer autant que possible l'économie. Ainsi, les usines de confection, théoriquement fermées depuis le 11 avril, pourront redémarrer progressivement leurs activités, dès l'instant où les industriels auront pris les mesures de protection nécessaires ; l'inspection du travail (*Department of Inspection for Factories and Establishments* DIFE) vient de publier les circulaires (*Guidelines*) concernées.

Parallèlement, les transports en commun vont reprendre - au moins partiellement - au début du mois prochain. Les reports ou annulations de commandes signalées par l'interprofession BGMEA ont conduit au licenciement de plusieurs milliers de salariés, en dépit des plans de financements des salaires mis en place par le gouvernement (jusqu'à 3 mois, pour une enveloppe globale de 50 Mds Tk ou 540 M€). Le BGMEA recensait le 22 avril dernier près de 48.200 salariés n'ayant pas encore touché leur paie de mars ; le phénomène reste cependant très marginal, ne concernant que 92 usines, soit 4% de ses 2274 adhérents. Cependant, le BGMEA mentionne la reprise de commandes de grands acheteurs occidentaux, qui pourront relancer l'activité d'une partie du parc d'usines. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé le 20 avril que les entreprises ayant procédé à des licenciements ne seront plus éligibles aux subventions aux exportations.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Barclays India ramène à zéro ses projections de croissance de l'Inde pour l'exercice 2020-21**, contre 2,5% plus tôt. En outre, cet établissement anticipe une perte de 234,4 Mds USD (8,1%



du PIB), en supposant un confinement partiel en Inde jusqu'à la fin du mois de mai. Dans le même temps, l'agence de notation Fitch a également réduit sa prévision de taux de croissance à 2%, contre 5,1% préalablement. Standards & Poor's en est pour sa part à 1,8 % pour l'exercice en cours.

- **Le gouvernement indien modifie la réglementation relative aux investissements directs étrangers (IDE).** L'Inde a ainsi officiellement adapté sa réglementation pour que les IDE des pays avec lesquels elle partage une frontière terrestre reçoivent une approbation préalable du gouvernement. L'Inde a des frontières terrestres avec la Chine, le Pakistan, le Bangladesh, le Myanmar, le Népal et le Bhoutan.

Le Département indien de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur (DPIIT) a précisé qu'«une entité d'un pays qui partage une frontière terrestre avec l'Inde, ou si le bénéficiaire effectif d'un investissement réalisé en Inde est un citoyen du pays ainsi qualifié, ne pourra investir que par la voie gouvernementale ». Cela signifie en pratique que la nouvelle règle qui vise ce type de l'IDE rend obligatoire l'approbation préalable des autorités indiennes pour tout investissement étranger direct en provenance des pays qui partagent une frontière terrestre avec l'Inde.

Cette décision vise à empêcher les prises de contrôle hostiles d'entreprises indiennes par certaines sociétés étrangères, alors même que les valeurs de marché de ces sociétés indiennes chutent drastiquement en raison de la pandémie de Covid-19. Elle intervient également juste après l'annonce de l'augmentation de la prise de participation de la Banque centrale chinoise dans la *Housing Development Finance Corporation*, spécialisée dans le financement du développement du logement en Inde.

FINANCES PUBLIQUES

- **La cible de collecte des recettes fiscales directes ne serait pas atteinte pour l'exercice 2019-2020 (1^{er} avril 2019 – 31 mars 2020).** Une estimation du bureau en charge des recettes fiscales indique un net sous-recouvrement : alors que l'objectif de collecte a été fixé à 11 700 Mds INR par la loi de finances révisée en février dernier, ces estimations font état d'une collecte effective de l'ordre de 10 270 Mds INR au 23 mars (soit 88 % de la cible). La collecte d'impôts directs sur le revenu et les sociétés correspond pour rappel à 80% des recettes nettes de l'Administration centrale.

AUTRES INFORMATIONS

- **La mousson devrait se situer dans les normales saisonnières.** Selon l'*Indian Meteorological Department* (IMD), la pluviométrie pourrait s'afficher dans les normes saisonnières : à la mi-juin, la pluviométrie devrait se situer entre 96 et 104% de la moyenne des précipitations pour l'ensemble du pays, avec un début attendu au 1^{er} juin dans les Etats du Sud.
- **Facebook prend participation à hauteur de 9,9 % (investissement pour un montant de 5,7 Mds USD) dans l'entreprise de télécommunication Reliance Jio** (388 millions de clients), fondée en 2015 par le milliardaire indien Mukesh Ambani. Cet investissement constitue l'investissement direct étranger le plus élevé dans le secteur de l'IT indien. Il s'accompagne également d'un accord de partenariat entre WhatsApp et la plateforme de e-commerce du conglomérat de M. Ambani, JioMart. Il permettra au groupe américain, une fois validé par la Commission de la concurrence, un ancrage solide dans un marché local en pleine croissance.

**MALDIVES**

- **COVID-19 : Expansion de la pandémie ; confinement imposé sur la capitale Malé.** Un premier cas de transmission locale a été découvert dans la capitale Malé le 15 avril. Le jour même, le gouvernement a décidé d'instaurer un confinement strict jusqu'au 30 avril sur la région du Grand Malé, incluant les districts de Hulhumalé et de Villimalé. La propagation de l'épidémie s'est accélérée avec 110 cas à ce jour contre 27 le 17 avril. Aucun décès n'est cependant encore à déplorer. Les voyages inter-îles, hormis ceux considérés comme impératifs, sont interdits. Les institutions gouvernementales restent fermées jusqu'au 30 avril, à l'exception des services essentiels.
- **Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** La Banque mondiale prévoit une chute du PIB des Maldives entre -8,5% et -13% en 2020, soit une correction de respectivement -14 et -18,5 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019. La croissance pour 2019 est estimée à +5,2%. La pandémie et les restrictions sur les voyages vont exercer un très fort impact négatif sur le secteur du tourisme, dont dépend pour une large part l'économie de l'archipel : deux-tiers du PIB et 80% des exportations. La construction et l'exportation des produits de la pêche seront aussi affectées. Le déficit public, estimé à -6,4% en 2019, devrait doubler à -12,9% en 2020.
- **Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI et octroi d'une Facilité de crédit.** Le FMI prévoit une croissance du PIB réel de -8% en 2020, contre une estimation à +5,7% pour l'année 2019. Si cette croissance négative se confirme en 2020, il s'agirait de la première récession aux Maldives depuis 2009. Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, le pays a sollicité du FMI une Facilité de crédit rapide (FCR) de 21,1 M DTS, soit l'équivalent de 28,9 M USD. Cette demande a été approuvée le 22 avril par l'Institution de Washington.
- **Obtention d'un prêt de 20 M USD du Fonds OPEP.** Le Fonds international pour le développement de l'OPEP a approuvé un prêt d'urgence aux Maldives d'un montant de 20 M USD. Ce prêt viendra en soutien du plan gouvernemental pour la relance économique (*Economic Recovery Plan*). Ce dernier, d'un montant de 2,5 Mds MVR (150 M EUR), fournira notamment des prêts aux entreprises.

PAKISTAN

- **La Banque centrale a décidé de baisser son taux directeur de 200 points à 9 % pour minimiser le choc de la crise liée au COVID-19 sur la croissance économique. Ce taux directeur aura donc été réduit de 4,25 % en l'espace d'un mois** (pour rappel, de 13,25 % à 12,50 % le 17 mars puis à 11 % le 24 mars). Cette troisième baisse depuis le début de la crise intervient après la révision par le FMI de ses prévisions de croissance pour l'économie pakistanaise à -1,5 % sur l'exercice 2019/20. Cet effort marqué pour rendre la politique monétaire plus accommodante vise à atténuer l'impact de la pandémie sur la croissance et l'emploi, notamment en allégeant les coûts d'emprunt et le service de la dette du secteur privé. Il vient en renfort et en soutien d'autres mesures déjà prises par la Banque centrale, tels que la facilité de financement pour le paiement des charges salariales ou encore le moratoire d'un an sur les remboursements de prêts.



- **Le FMI a accordé un prêt de 1,4 Md USD au Pakistan dans le cadre de l'instrument de financement d'urgence (RFI). Le FMI ne relâche cependant pas ses objectifs de réformes** dans le cadre du programme de la Facilité élargie de crédit (6 Mds USD) mis en place début juillet 2019. Cette somme de 1,4 Md USD devrait aider à reconstituer les réserves de change, en baisse depuis le début de la crise, et à soutenir la balance des paiements du Pakistan.
- **Le gouvernement espère se voir octroyer environ 1,5 Md USD d'allégement sous forme de rééchelonnement du remboursement des prêts aux créanciers bilatéraux des pays membres du G20.** Le Pakistan est en effet éligible à l'initiative du Club de Paris et du G20 qui vise à suspendre, à compter du 1^{er} mai et au moins jusqu'à la fin de l'année 2020, le paiement du service de la dette (principal et intérêts) auprès des créanciers officiels bilatéraux. Il en bénéficiera s'il en formule officiellement la demande. Le service de la dette à l'égard de la Chine est le plus élevé sur la période considérée, suivi par le Japon, la France, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les Etats-Unis et la Corée. Des montants moins importants sont également dus au Canada, à l'Italie, à la Russie et au Royaume-Uni.
- **Selon le FMI, la dette publique du Pakistan pourrait atteindre 90 % du PIB (230,4 Mds USD) à la fin de l'exercice en cours en raison de l'impact de la pandémie sur l'économie.** Cela s'explique en premier lieu par l'augmentation des dépenses publiques pour lutter contre le Covid-19. A ce titre, le FMI estime que le déficit primaire pourrait atteindre quelques 2,9 % du PIB (7,3 Mds USD). La baisse des recettes collectées par l'administration fiscale (FBR) jouera aussi puisqu'elles atteignent seulement 23,9 Mds USD sur l'exercice en cours, à comparer aux prévisions antérieures de 29,3 Mds USD. Le FMI considère que le Pakistan devra augmenter sa collecte de taxes sur les produits pétroliers de 65 % à 3 Mds USD et sa collecte d'impôts sur le revenu de 31 % à 31,2 Mds USD lors du prochain exercice 2020/21, si le pays souhaite atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la facilité élargie de crédit mise en place début juillet 2019.
- **La roupie pakistanaise s'apprécie nettement face au dollar et atteint 161,12 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire le 22 avril** (après avoir 168 PKR pour 1 USD la semaine dernière). Cette appréciation de la roupie est intervenue après l'accord par le FMI d'1,4 Md USD de prêt au Pakistan au titre de l'instrument de financement d'urgence le 16 avril. Elle s'explique également par la réaction positive du marché boursier à l'annonce de la Banque centrale de réduire le taux directeur à 9 % le 17 avril et le retour des investisseurs étrangers sur le marché de la dette pakistanaise. Les investisseurs étrangers, qui avaient retiré environ 2,7 Mds USD depuis le début de la crise, sont revenus ces derniers jours sur le marché où la Banque centrale a constaté des achats de bons du Trésor à hauteur de plus de 200 M USD.
- **Les investissements directs étrangers (IDE) au Pakistan ont bondi de 137 % en g.a. au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020).** Selon la Banque centrale, le Pakistan a engrangé des IDE pour un montant de 2,15 Mds USD au cours de la période sous-revue contre 905 M USD lors de la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 1,25 Mds USD. Le secteur de l'énergie a continué d'attirer des entrées importantes d'IDE (757 M USD) en raison des travaux en cours sur les projets du CPEC. Celui des télécommunications se classe au deuxième rang, avec 490 M USD d'IDE, grâce notamment au renouvellement des licences d'exploitation au Pakistan de plusieurs entreprises étrangères.

Le montant total des investissements étrangers (IDE, investissements de portefeuille et investissements publics étrangers) s'élève à 2,4 Mds USD sur les neuf premiers mois de cette année, contre 495 M USD à la même période de l'exercice 2019, en hausse de 380 %.



- **Le gouvernement a approuvé le plan de relance du secteur de la construction annoncé par le Premier ministre Imran Khan début avril.** L'objectif est de fournir des emplois à plusieurs millions de travailleurs non qualifiés et peu qualifiés, de relancer l'économie et de proposer des logements à bas coût aux populations à faibles revenus. Les mesures approuvées sont les suivantes : (i) absence de déclaration obligatoire de la provenance des fonds investis dans le secteur immobiliers ; (ii) mise en place d'une taxe fixe sur la construction par mètres carré ; (iii) allègement fiscal de 90 % sur les investissements privés dans le projet *Naya Pakistan Housing* qui soutient les populations à faibles revenus ; (iv) suppression de la retenue à la source sur tous les intrants (à l'exception de l'acier et du ciment) ; (v) réduction de l'impôt anticipé sur la vente d'un bien de 10 % à 5 % ; et (vi) suppression des taxes sur les gains de la vente pour une maison d'habitation de 500 m² ou moins et pour un appartement de 4 000 pieds carrés ou moins.
- **Le gouvernement a annoncé que plus de 55 Mds PKR (343 M USD) ont été distribués à 4,6 millions de foyers le 19 avril dans le cadre de la première phase du *Ehsaas Emergency Cash Programme* qui vise à aider les plus vulnérables.** Depuis le 9 avril, la distribution de 144 Mds PKR (902 M USD) pour fournir une aide 12 000 PKR à 12 millions de foyers a été lancée dans tout le pays. La deuxième phase du programme est en cours et devrait permettre à 4 millions de foyer de toucher une aide en espèces de 12 000 PKR. Durant la troisième et dernière phase, environ 3,5 millions de foyer devraient bénéficier de cette aide.
- **L'industrie pharmaceutique du Pakistan a perdu 50 % de ses revenus au cours des deux derniers mois.** Des centaines de patients ne peuvent pas consulter de médecin en raison du confinement et n'ont donc pas accès aux médicaments disponibles uniquement sur ordonnances. La seconde raison de cette baisse de revenu est l'augmentation des prix des matières premières pour les médicaments (matériel d'impression, emballages, plastiques etc.), dont la hausse peut s'élever jusqu'à 300 % sur certains produits. Vient ensuite les difficultés rencontrées par les entreprises pharmaceutiques pour l'importation de médicaments par voie aérienne et maritime (hausse des coûts de transports). Dernier élément, la fermeture complète de la frontière avec l'Inde d'où sont habituellement importées 50 % des matières premières nécessaires à l'industrie pharmaceutique pakistanaise.
- **L'industrie des télécommunications a subi une perte d'environ 12 % de ses recettes sur les appels téléphoniques ; elle enregistre en revanche une hausse de 15 % de la demande de services internet** depuis le depuis du confinement. Le trafic des communications téléphoniques fixes et mobiles a enregistré une chute comprise entre 15 à 18 % en raison de la fermeture des grandes entreprises et de la majorité des commerces.
- **Le Royaume-Uni a annoncé un prêt de 4,6 M USD au Pakistan pour soutenir financièrement les populations les plus vulnérables.** Ce financement devrait aider le Pakistan à fournir une assistance médicale aux personnes gravement malades, à mettre en place des systèmes plus solides pour détecter le COVID-19 et à accroître ses efforts de sensibilisation de la population. Un montant d'1,24 M USD sera versé via l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour lutter contre les essaims de criquets dans les zones rurales du Pakistan qui ont un impact dévastateur sur les cultures et donc sur les moyens de subsistance. Le solde (3, 31 M USD) sera versé via l'OMS pour améliorer les services de prévention, de dépistage et de traitement dans 27 districts du Pakistan.
- **La Banque asiatique de développement (BASD) a signé un accord de financement de 8,3 M USD pour des projets qui visent à améliorer la disponibilité en eau et accroître la**



productivité agricole dans la province du Pendjab. Le prêt financera la préparation de conceptions détaillées et des études de faisabilité pour la mise en œuvre de cinq projets d'infrastructures d'irrigation prioritaires identifiés par le gouvernement provincial du Pendjab. Les cinq projets comprennent : (i) la réhabilitation et la modernisation du système du canal Upper Jhelum ; (ii) l'amélioration du système d'irrigation du canal Dera Ghazi Khan ; (iii) la rénovation des canaux Rasul-Qadirabad, Qadirabad-Balloki et Balloki-Suleimanki ; la continuité du projet de canal Thal 2 - Phase 2 (système de branchements de Dhingana, système de branchements de Noorpur et système de sous-branchements de Mahmood) ; et l'exploitation des torrents des collines à Dera Ghazi Khan et Rajanpur. En réduisant les retards potentiels de mise en œuvre, le prêt permettra également au gouvernement du Pendjab de mobiliser plus efficacement les fonds pour les cinq projets (montant nécessaire estimé à 1,2 Md USD).

- **La Banque mondiale a décidé d'augmenter de 250 M USD le prêt destiné au programme SHIFT (*Securing Human Investments to Foster Transformation*) pour un montant total de 500 M USD.** Ce prêt de 500 M USD doit servir à : (i) améliorer la qualité de l'état civil (statistiques des naissances et des décès) ; (ii) renforcer la capacité du pays à planifier l'augmentation du capital humain ; (iii) améliorer le ciblage des programmes de protection sociale ; (iv) l'expansion des transferts monétaires liés à l'éducation et à la nutrition pour les plus vulnérables ; (v) la mise en œuvre d'une politique de couverture sanitaire universelle au Pakistan ; (vi) l'amélioration des résultats du système de santé.
- **Le gouvernement a décidé d'autoriser l'exportation de masques textiles et de solutions hydro-alcooliques.** Il maintient toutefois l'interdiction d'exporter des combinaisons de protection, des blouses jetables, des gants jetables, des thermomètres, des masques chirurgicaux, des masques N95, des sacs pour déchets biologiques, des lunettes de protection, des couvre-chaussures jetables.

SRI LANKA

- **Forte révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale.** La Banque mondiale prévoit une contraction du PIB de Sri Lanka de -0,5% à -3% en 2020, soit une correction de respectivement -3,8 et -6,3 points de pourcentage par rapport à octobre 2019. La crise engendrée par la pandémie de COVID-19 affecte sensiblement les principaux secteurs de l'économie du pays : (1) baisse des exportations de marchandises du fait d'une chute de la demande mondiale et des difficultés d'approvisionnement, notamment dans le secteur du textile ; (2) effondrement du tourisme (12,5% du PIB) ; (3) diminution de la consommation privée à cause du couvre-feu en vigueur ; (4) ralentissement du secteur de la construction. La population est particulièrement vulnérable à un arrêt prolongé de l'activité économique, 70% de la main d'œuvre travaillant dans le secteur informel. La croissance pour 2019 est estimée à 2,6%. Le déficit public, prévu à -6,4% en 2019, devrait doubler à -9,8% en 2020.
- **Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI.** Le FMI prévoit une croissance du PIB réel de -0,5% en 2020, contre +2,3% sur l'année 2019. Si cette croissance négative se confirme en 2020, il s'agirait de la première récession à Sri Lanka depuis 2001. Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, le gouvernement vient de solliciter officiellement le FMI pour l'utilisation de l'instrument de financement rapide (*Rapid Financing Instrument*) qui permettrait l'injection par l'institution de crédits concessionnels.



- Elargissement de la liste des produits dont l'importation est suspendue.** Le ministère des Finances, en date du 16 avril, a étendu la liste des produits temporairement interdits d'entrée (catégorie I) ou dont l'accès est limité aux importateurs disposant d'une facilité de crédit d'une banque (catégorie II). Des exemptions peuvent être offertes par l'*Export Development Board* (EDB) sur des intrants destinés à l'industrie exportatrice locale. La catégorie I comporte 156 classes de produits (nomenclature douanière à 4 chiffres), essentiellement biens de consommation dont des produits alimentaires (riz, pâtes, certaines catégories de poissons...), des huiles de table, des eaux minérales, des boissons alcoolisées (bières, vins...), des produits d'hygiène corporelle, du mobilier et luminaire, jouets, des vêtements ainsi que des peintures et vernis, des matériaux de construction (granite, quartz, ciments...), articles et produits en matières plastiques. La catégorie II porte sur 111 classes de produits dont des produits de bases comme le lait, la farine ou encore le sucre, des demi-produits (laminés, tubes et tuyaux en fonte...) ainsi que divers équipements industriels. Ces mesures sont mises en place jusqu'au 15 juillet 2020 et sont destinées à soutenir le cours de la roupie sri lankaise (LKR). Celle-ci s'est dépréciée de 5,9% face à l'USD depuis le début de l'année (181,3 LKR au 1er janvier 2020, pour 192 LKR au 24 avril). Elle est néanmoins restée relativement stable cette semaine.
- Elections parlementaires reportées au 20 juin.** La commission électorale a annoncé avoir fixé les élections législatives au 20 juin. Cette date pourrait néanmoins être revue d'ici au 4 mai en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. Ces élections étaient dans un premier temps prévues pour le 25 avril, puis avaient été reportées à une date ultérieure à cause de la pandémie de COVID-19. Le Parlement a été dissout le 2 mars ; il comptera à l'avenir 196 députés élus à la proportionnelle par 16,26 millions d'électeurs, ainsi que 29 députés désignés par les partis politiques, au prorata de leurs résultats dans le scrutin national.
- COVID-19 : Don de 1,2 M USD du Japon.** Le gouvernement japonais a fait un don de 1,2 M USD à différentes organisations internationales qui participent au renforcement des structures sanitaires locales pour lutter contre la pandémie de COVID-19 à Sri Lanka. Ce don est divisé en trois composantes : (1) 500 000 USD donnés à l'UNICEF pour cibler la jeunesse, (2) 422 500 USD destinés à l'Organisation mondiale des migrations (OIM) et (3) 250 000 USD transférés à la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 24/04/2020